FRC. 9. 12559
Case
FRC
18217

# CHARLES DUVAL,

DÉPUTÉ PAR LE DÉPARTEMENT D'ILLE ET VILAINE,

A LA CONVENTION NATIONALE,

# A SES COMMETTANS.

THE NEWBERRY
LIBRARY

# CHARLES DUVAL,

*Député par le département d'Ille et Vilaine, à la convention nationale,*

# A SES COMMETTANS.

Paris, 24 juin 1792, l'an 2 de la république.

ENFIN, chers concitoyens, vous allez être satisfaits : l'acte constitutionnel s'achemine vers vous, et vous arrivera, je l'espère, avec l'assentiment de toutes les communes où il aura touché : ce qui doit être le dernier vœu de tous ceux qui aiment réellement l'ordre et la paix, et qui veulent sincèrement la réunion de tous les esprits, seule base de notre force intérieure et extérieure, dont nous n'avons jamais eu plus de besoin.

Déjà l'aristocratie, le fanatisme, l'amour-propre, l'intérêt personnel, la malveillance enfin de toutes formes, s'agite pour décrier, critiquer, ridiculiser et annuller même, s'il lui étoit possible, cette constitution vraîment populaire, qui fait son désespoir, parce qu'elle sait qu'elle vous plaira, et que, si elle renfermoit quelques imperfections, tous les moyens de les faire disparoître sont dans la constitution même. Elle sait que le peuple, soupirant ardemment après un gouvernement, va trouver dans celui qui lui est proposé, tout ce qu'il est possible à la prévoyance humaine de faire pour qu'il soit le meilleur, le plus populaire et le plus parfait possible ; que l'acceptation très-prompte de cette constitution est la suite nécessaire de cette conviction, et que dans cette acceptation sont la destruction totale de toutes les ambitions, de tous les partis, l'extinction de la guerre civile qu'on allume avec deux torches à-la-fois, l'anéantissement du projet très-connu de fédéraliser la république, ainsi que de celui non moins réel de rétablir la royauté.

Mais des piéges sans nombre vont vous être tendus, pour paralyser vos délibérations, peut-être même pour vous empêcher de délibérer. Défiez-vous, chers concitoyens, de tous ceux dont les discours ou les écrits, quelque masque qu'ils prennent, tendroient à retarder ou empêcher le cours de vos délibérations ; observez-les

bien : rappelez-vous ce qu'ils furent, ce qu'ils ont été, ce qu'ils sont; et s'ils ont toujours, oui toujours mérité votre confiance, dites hardiment, non qu'ils veulent vous tromper, mais qu'eux-mêmes le sont. Si, au contraire, ils n'ont pas toujours mérité votre confiance par un invariable attachement à la cause du peuple, dites alors qu'ils veulent encore vous tromper, et vous faire servir d'instrumens à leurs vues particulières, d'ambition, de haîne ou de vengeance.

Citoyens, il est temps enfin de proclamer la cause des obstacles qu'a rencontrés la révolution, à l'époque de la révision en 1791, et depuis le 10 août 1792.

Le despotisme, l'insolence et l'orgueil de la cour étoient en horreur aux *gens de qualité* qui n'y avoient pas des places ou qui n'en partageoient pas les dilapidations. Ils furent bien aises d'abaisser, d'humilier la cour.

Les généraux et officiers supérieurs furent bien aises de s'affranchir de la domination ministérielle.

La haute magistrature, le haut clergé furent bien aises de se trouver moins dépendans.

La révolution commença en 1789 : elle fut aidée puissamment par tous ces hommes qui ne vouloient pas être dominés, mais qui vouloient avoir des inférieurs.

Les communes se réveillèrent, sentirent leur force, la déclaration des droits parut; mais elle

fut presqu'anéantie par la révision de la constitution.

L'égalité, ce palladium de la liberté, ne fut plus qu'une chimère ; mais tout ce qui tenoit anciennement au clergé, à la magistrature, à la finance, au régime féodal, s'accommoda de ce nouvel ordre de choses, auquel l'intérêt de tous ces hommes se trouvoit lié. La masse du peuple fut encore sacrifiée, et la constitution de 1791 fut leur idole. On commença à publier qu'en effet l'égalité n'étoit qu'un vain mot : on eût été bien aise de le persuader.

Chacun sait le sort qu'a eu cette constitution de 1791. Le 10 août est venu, l'égalité a ensuite été conquise, mais tous les préjugés, toutes les ambitions, tous les orgueils n'ont pas été détruits. Et c'est du combat de l'égalité avec tous ces ennemis irréconciliables, que naissent toutes les agitations, tous les troubles, tous les obstacles enfin qui arrêtent la marche de la révolution, et notre régénération totale.

Tout ce qu'on appelloit autrefois bourgeois ou hommes à place, vouloient bien abattre tout ce qui étoit au-dessus d'eux, mais ne peuvent se résoudre à mettre à leur niveau tout ce qui étoit au-dessous. Chacun a contribué à abaisser tout ce qui le dominoit jusqu'à lui exclusivement, et n'a pas voulu aller au-delà. Et voilà pourquoi la machine ne marche pas ; voilà pourquoi il y a tant de mécontens, tant

de malveillans, tant d'aristocrates : c'est l'égoïsme qui nous tue.

Mais l'acte constitutionnel qu'on vous présente, fera raison de tout cela au peuple. Il lui rend, et pour toujours ses droits ; l'égalité et la liberté en sortiront triomphantes, et les égoïses seront réduits au silence.

Votre bonheur, chers concitoyens, votre repos sont toujours présent à mon esprit, je les crois inaltérablement fondés par le pacte social que vous allez recevoir, et je les crois infailliblement assurés par votre acceptation raisonnée, mais prompte, de ce contrat, qui va devenir le lien de tous les Français, ou du moins de tous ceux qui sont dignes de l'être.

Qu'il me soit permis de finir par une réflexion que je vous ai déjà présentée. Il seroit bien coupable celui qui, n'importe sous quel prétexte, voudroit vous empêcher de délibérer sur l'acte constitutionnel, dont la prompte sanction peut seule sauver la chose publique dans l'état de crise où elle est.

CHARLES DUVAL.

---

DE L'IMPRIMERIE DU RÉPUBLICAIN,
Chez R. Vatar et ass., rue de l'Université, n°. 139 ou 926.